

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner – Allée C  
42000 SAINT ETIENNE

St-Etienne, le 13/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **OI FRANCE SAS**

2 rue Abbé Delorme  
42340 VEAUCHE

Références : UD4243-EAR22-147

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2022 dans l'établissement OI FRANCE SAS implanté 2 rue Abbé Delorme 42340 VEAUCHE. L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OI FRANCE SAS
- 2 rue Abbé Delorme 42340 VEAUCHE
- Code AIOT dans GUN : 0006103523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'inspection a permis de faire le point sur l'inspection précédente notamment sur la fiabilisation des autosurveillances et la surveillance des rejets atmosphériques.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Air : surveillance des rejets atmosphériques, fiabilisation des autosurveillances, conformité des débitmètres
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Lors de la visite du site, il a été observé l'absence d'étanchéité des murs d'enceinte du site , notamment le long du cours d'eau " le Volvon" et d'un manque de communication sur la procédure de fermeture de la vanne d'isolement sur le réseau d'eau pluviale en cas de sinistre.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Retour inspection 2021	Inspection du 29/09/2021, constat 1	/	Sans objet
Retour inspection 2021	Inspection du 29/09/2021, constat 3	/	Sans objet
Retour inspection 2021	Inspection du 29/09/2021, constat 5	/	Sans objet
Retour inspection 2021	Inspection du 29/09/2021, constat 7	/	Sans objet
Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 8.1.1	/	Sans objet
Risques incendie	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 8.5.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Retour inspection 2021	Inspection du 29/09/2021, constat 2	/	Sans objet
Retour inspection 2021	Inspection du 29/09/2021, constat 6	/	Sans objet
Risques incendie	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 8.1.2	/	Sans objet
Risques incendie	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 8.6.1	/	Sans objet
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 9.1.4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'installation de la DéNOx en 2021 permet d'ores et déjà de constater l'amélioration des valeurs de rejets en NOx et cela devrait être d'autant plus vrai quand l'optimisation de la technique sera maîtrisée.

Concernant la surveillance des rejets atmosphériques, une démarche d'automatisation des données est en cours de mise en place et permettra une fiabilisation des résultats d'autosurveillance.

Concernant le risque incendie , l'exploitant a mis en oeuvre de nombreuses procédures et sensibilise le personnel en continu.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Retour inspection 2021

<b>Référence réglementaire :</b> Inspection du 29/09/2021,
<b>Thème(s) :</b> Autre, Constat 2021/1
<b>Prescription contrôlée :</b> Constat n°1 : Astreinte financière et rejets atmosphériques L'exploitant devra fournir la démonstration qu'il est à la recherche de solutions à court et moyen terme. Le jour de l'inspection il s'est engagé sur les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- fiabiliser les autosurveillances,</li><li>- trouver le juste taux d'injection de chaux afin de respecter les VLE en SOx sans produire des quantités importantes et injustifiées de résidus de l'électro filtre,</li><li>- diminuer le ratio fuel/ gaz du four 4 afin d'agir sur la production de SOx.</li></ul> Dans ces conditions et notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>* d'une part avec la poursuite des essais d'injection de chaux montrant la baisse progressive des rejets en SOx et,</li><li>* d'autre part la remise d'une ETE fin mars prochain,</li></ul> et sachant ainsi que l'exploitant est conscient du non-respect des VLE mais qu'il poursuit la mise en œuvre de solutions, qui ne sont pas instantanées, l'inspection propose d'accorder un délai complémentaire pour sa mise en conformité.
<b>Constats :</b> Afin de fiabiliser les autosurveillances et d'assurer la conformité des valeurs limites d'émission, l'exploitant fait réaliser une étude technico économique (ETE) permettant d'optimiser les paramètres d'introduction de chaux (finalisation de l'étude à 70 % fin avril). Le délai pour la remise de l'ETE est dépassé, mais le jour de l'inspection, les valeurs limites d'émission en SOx étaient respectées sur le fichier des autosurveillances ( <500 mg/Nm3 pour une VLE autour de 600 mg/Nm3 dépendant du mix énergétique). L'exploitant transmettra son ETE, son plan d'action accompagné de son échéancier pour septembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Retour inspection 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Inspection du 29/09/2021,
<b>Thème(s) :</b> Autre, Constat 2021/2
<b>Prescription contrôlée :</b> Le four 3 ayant été réfectionné fin 2020, l'exploitant indique qu'il envisage de passer à une production de 630 t/ j (335t/j pour le four 4 et 295 t/j pour le four 3) au lieu des 600 t/j (330 t/j pour le four 4 et 270 t/j pour le four 3) autorisés actuellement. La modification étant substantielle (franchissement d'un seuil IED pour la rubrique 3330 à 20 t/j), il doit être dûment autorisé pour dépasser ce seuil d'activité. Il devra ainsi déposer un dossier d'autorisation environnementale avec étude d'impact au moins 1 an avant le dépassement prévu de 600t/j. L'exploitant a précisé à l'inspection qu'il déposerait son DAE avant le 30 juin 2022. L'augmentation de production ne pourra intervenir qu'à l'issue de la procédure concernée et en cas de décision favorable. Le contenu d'un dossier de demande d'autorisation environnementale est fixé aux articles R181-13 à D181-15-9 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'objectif de déposer le dossier au 30 juin 2022 est maintenu. L'exploitant pourra envoyer une version provisoire avant cette date à l'inspection pour permettre une première lecture.  Ce dossier permettra de régulariser l'ensemble du site, et notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- L'augmentation du stockage d'acétylène avec la mise en place du poteyage : se positionner sur la quantité maximale possible sur le site et adapter l'étude de danger en conséquence (rubrique 4719)</li><li>- Le système DÉNOx : ajout du paramètre NH3 dans les rejets air</li><li>- une mise à jour des MTD au regard des modifications réalisées sur les installations et équipements du site</li><li>- Le remplacement d'une TAR par une tour adiabatique (rubrique 2921)</li><li>- Le remplacement des chaufferies fioul par des chaufferies gaz</li><li>- la réévaluation des garanties financières demandées par l'exploitant en 2019</li><li>- le calcul des SOx adapté aux évolutions du site : configuration des fours, du système de traitement des fumées commun, du mix énergétique différent.</li><li>- l'essai de combustibilité des palettes (rubrique 1510)</li><li>- l'introduction de la notion de rubrique principale, car suite à une modification de l'arrêté ministériel relatif aux installations de combustion, le site est soumis à une nouvelle rubrique 3000, la rubrique 3110</li></ul> Une description des installations référencées aux rubriques 4718 et 4734 complètera le tableau de nomenclature à intégrer au dossier. Le dossier devra également prendre en compte les rubriques IOTA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Retour inspection 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> inspection du 29/09/2021,
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Constat 2021/3
<b>Prescription contrôlée :</b> Des écarts entre les autosurveillances et les analyses réglementaires ont été constatés. L'exploitant indique mettre en place des relevés automatisés des différents paramètres (NOx, SOx, débits ..) afin de fiabiliser les autosurveillances et de pouvoir réagir rapidement en cas de dépassement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection par mail du 29 mars 2022 un document daté du 28/03/2022 relatif à la mise en place d'un outil d'acquisition, de traitement et de reporting des résultats d'autosurveillance (DASH). Cet outil permettra de fiabiliser les données d'autosurveillance. Cependant, l'exploitant a déclaré lors de l'inspection ne pas réaliser de QAL 2, QAL 3 et AST comme le prévoit la norme 14 181-1, relative à l'assurance qualité des systèmes automatiques de mesure ou le BREF ROM ( Rapport de référence sur la surveillance des émissions atmosphériques et aquatiques des installations IED).  L'analyse annuelle réglementaire réalisée par un prestataire extérieur est programmée fin avril 2022. L'exploitant se renseigne pour savoir si les mesures de QAL 2 pourront être réalisées en même temps et ainsi pouvoir intégrer ces mesures d'assurance qualité dans son plan de surveillance des émissions.  Dans les SURVAIR de janvier et février 2022, il est indiqué que les mesures de débit des fumées ne sont pas pertinentes et présentent des problèmes de stabilité. Pour les autosurveillances, un débit calculé et non mesuré a été pris en compte. Une recherche de solution est en cours avec le fournisseur.
<b>Observations :</b> Afin d'améliorer son système d'analyse, l'exploitant devra SOUS 3 MOIS : <ul style="list-style-type: none"><li>- transmettre les certificats de QAL 1 du système automatique de mesurage à l'inspection</li><li>- réaliser un comparatif entre les résultats d'autosurveillance propre au site et les résultats d'analyses des rejets atmosphériques réalisées par un organisme tiers. Proposer un plan d'action si des écarts sont relevés</li><li>- réaliser une procédure de surveillance des émissions des rejets atmosphériques ( mise en place du QAL 2, QAL 3, AST)</li><li>- pouvoir garantir la fiabilité de la mesure des débits des fumées dans les 2 cheminées</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Retour inspection 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Inspection du 29/09/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Constat 2021/5
<b>Prescription contrôlée :</b> Cinq disconnecteurs sont installés afin d'éviter le mélange eau de ville, eau industrielle. Ils sont vérifiés tous les ans. Lors de l'inspection, selon le rapport d'entretien du 26/11/2020, 4 disconnecteurs sont recensés. Des non-conformités sont identifiées. L'exploitant indique qu'un disconnecteur est changé tous les ans.  Un plan d'action doit être mis en place et le contrôle 2021 doit être réalisé. Les fiches de travail devront faire apparaître le changement du disconnecteur concerné sur l'année en cours
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que la réalisation des actions techniques concernant les disconnecteurs a été traitée par la société ENGIE COFELY sur le mois de Décembre 2021. Des actions ont été engagées à hauteur d'environ 5K€ sur les 4 disconnecteurs et le contrôle réglementaire a été réalisé le 24/12/2021 par la société INDIGUA. L'exploitant indique qu'il reste à remplacer la vanne sur le disconnecteur N°4, mais cette action doit être réalisée avec les services techniques de la ville de Veauche. Le rendez vous est fixé semaine 16.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra pouvoir justifier de la réalisation des travaux quand ils seront effectués et transmettre le justificatif à l'inspection SOUS UN MOIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Retour inspection 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Inspection du 29/09/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Constat 2021/6
<b>Prescription contrôlée :</b> Auto surveillance des eaux pluviales La dernière analyse concernant les eaux pluviales date du 16/04/2019. Elle doit être effectuée tous les 3 ans. L'exploitant avait indiqué qu'elle était prévue en automne 2021.  Transmettre les résultats des analyses des eaux pluviales dès réalisation Article 10.2.3 de l'AP du 15 mars 2015
<b>Constats :</b> L'analyse a été réalisée le 31 mars 2022.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis les analyses à l'inspection. Les résultats étaient conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Retour inspection 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Inspection du 29/09/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Constat 2021/7
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans son courrier du 27 novembre 2020, l'exploitant a fourni l'échéancier des travaux de mise en conformité acoustique relatifs à l'APMD 82 / DDPP/2017. Ils ont été réalisés durant l'année 2021. Une étude de bruit va être réalisée le 9 et 10 décembre 2021. L'exploitant transmettra le rapport des mesures acoustiques à l'inspection dès réception.  Chapitre 7.2 Niveaux acoustiques , AP du 13/03/2015  - transmettre le rapport en analysant les résultats si un dépassement est constaté et en décrivant les actions mises en œuvre pour y remédier
<b>Constats :</b> Une campagne de mesurages avec la société BUREAU VERITAS a été réalisée les 15 & 16 décembre 2021. Un point est non conforme pendant la période de nuit, à proximité de l'électrofiltre (point n°1) en limite de propriété. Le niveau de bruit mesuré est de 57,5 dB pour une limite à 55 dB.  Les autres points, en limite de propriété et en zone à émergence réglementée sont conformes.
<b>Observations :</b> Un plan d'action devra être proposé et transmis à l'inspection SOUS 5 MOIS
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Localisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan et zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés
<b>Constats :</b> Le POI a été mis à jour en avril 2021 avec un ensemble de plans ( chapitre 6) : circulation, environnement du site, localisation des kits de déversement et des plaques obturantes, des poteaux incendies et des RIA , des transformateurs et des câbles haute tension.  Le jour de l'inspection : - La zone de connexion pompiers à la réserve d'eau incendie (piscine ) est encombrée . - La matérialisation des fonctionnalités des différentes vannes liées au stockage d'acétylène est absente - Les jeux de clés en amont de la zone de stockage des citernes de réserves en eau des eaux incendie ne sont pas identifiés et matérialisés pour assurer leur fonction en urgence.  Délai : 3 mois
<b>Observations :</b> Les plans "stockage des gaz" et "local chimique" pourraient être ajoutés à la collection de plans du POI, ainsi qu'un plan recensant les zones ATEX tout en veillant que ces zones soient bien identifiées sur site.  La zone de connexion au bassin doit être désencombrée de manière pérenne, et la matérialisation au sol de cette zone dédiée est demandée. Les jeux de vannes et les clés d'intervention au sol sont à identifier in situ avec des consignes à affichage constant.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Risques incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Un document informatique permet de recenser les produits chimiques et de connaître la quantité maximale pouvant être présente sur site ainsi que le service utilisateur. Un lien hypertexte permet de retrouver directement la FDS associée.
<b>Observations :</b> La connaissance des stocks en instantané n'est pas réalisable. Cependant, le document informatique sus-cité devra être mis à disposition immédiate des pompiers en cas d'incident ou accident sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Risques incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 8.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> La maintenance des RIA/extincteurs (500 environ sur site, plus des extincteurs neufs dans le local incendie) et des poteaux incendie est réalisée une fois par an. La dernière vérification a eu lieu en juin 2021 pour les RIA /Extincteurs et le 17/08/2021 pour les poteaux incendie. Un rapport est présenté à l'exploitant pour les suites à engager. Par exemple, le poteau 1 a été changé et le poteau 13 reste à changer, le poteau n°12 doit être déplacé (lié aux travaux acoustiques du four 4).  Une maintenance semestrielle est réalisée sur la pompe incendie (fuel) ainsi qu'une maintenance annuelle sur les désenfumages.  Un test mensuel de l'alarme incendie (1er mercredi/mois à 14h ; pendant 2 à 3 minutes) est effectué. Cet exercice permet de rassembler l'équipe «incendie » sur site et de contrôler les moyens d'appel.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra réaliser les travaux demandés lors des vérifications périodiques des RIA et extincteurs. Il transmettra à l'inspection les rapports 2022 dès réception
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Risques incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 8.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Des exercices réguliers, au minimum tous les 3 ans, sont réalisés en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours pour tester le P.O.I. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice et du déclenchement de celui-ci. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, lui est adressé.
<b>Constats :</b> Deux accidents ayant eu lieu en 2017 et 2019 ( coulées de four) et un en 2018 ( épandage de fuel) ont permis de tester les équipes d'intervention du site. Un retour d'expérience avec le SDIS a été fait et a permis d'améliorer le dispositif de secours, ainsi que la mise à jour du POI en avril 2021. Un exercice POI sera réalisé sur le deuxième semestre 2022. En attendant , des échanges avec les pompiers ont lieu comme avec ceux de la caserne avoisinante ( St Galmier) qui sont venus visiter le site en mars 2022 pour voir les nouvelles installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2015, article 9.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, INDISPONIBILITÉ DES UNITÉS DE TRAITEMENT DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES
<b>Prescription contrôlée :</b> En complément à l'article 3.1.1, si une indisponibilité des unités de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées. La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an. Ces dépassements de valeurs limites devront faire l'objet de déclarations prévues à l'article R 512-69 du code de l'environnement. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.
<b>Constats :</b> Selon l'Article 26 de l'arrêté du 12 mars 2003 Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées. La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.  On parle bien de "durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement". L'électrofiltre et la DeNOx sont bien des unités de traitement et ont été mises en place pour que l'exploitant respecte les valeurs limites des rejets atmosphériques.  Ainsi, la défaillance de l'une ou l'autre des unités est susceptible de remettre en question le respect des VLE et doit incrémenter le compteur d'indisponibilité .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet